



Vers un développement intégré des régions de montagne intégrée et leur meilleure prise en compte dans la Politique Agricole Commune au sein d'un nouvel espace européen

4-5 Octobre 2007 à Piatra Neamt, Roumanie

MÉMORANDUM DE LA CONFÉRENCE

Ce mémorandum rassemble les thèmes principaux qui ont été présentés à la conférence d'Euromontana à Piatra Neamt, Roumanie. Le mémorandum représente les points de vue des participants de la conférence et ne représente pas directement les opinions d'Euromontana ou des organisations ayant participé.

La conférence a été organisée par Euromontana, association européenne pour les zones de montagne, en coopération avec CEFIDEC Centre de Formation et d'Innovation dans les Carpates et Romontana. Elle a été soutenue par la direction générale pour l'agriculture et le développement rural de la Commission Européenne, le ministère de l'agriculture roumain et le comté de Neamt de Roumanie. L'événement a attiré plus que 270 acteurs multisectoriels des zones de montagne issus de 14 pays différents de l'Europe de l'ouest, central et de l'est; y compris les autorités nationales, régionales et locales ainsi que les organisations de développement régional, les acteurs de l'environnement et de la sylviculture, les institutions agricoles, de la recherche et de la formation.

Introduction

Les zones de montagne représentent 40% de la grande zone terrestre européenne et 20% de la population. Les zones de montagne européennes sont le dépôt de la diversité – la diversité de la culture, de l'héritage, de l'art, de la production de la nourriture, des langues et de la biodiversité – toutes des ingrédients avec une capacité pour une innovation durable qui fait aussi du bien à la société européenne.

En même temps, l'agriculture montagnaise et la production de nourriture font face aux obstacles physiques qui provoquent des surcoûts et un abaissement de l'efficacité économique empêchant la modernisation des conditions de production. Dans ce contexte de changement rapide de l'environnement des nouveaux états-membres de l'Union Européenne, il est particulièrement important de promouvoir la reconnaissance de la valeur des communautés des zones de montagne et des activités économiques dans ces endroits, maintenant la gestion de la terre et les activités agricoles et par conséquent la population et la main-d'œuvre locale et qualifiée. Dans ces pays, la rapidité des changements a tendance à laisser passer la valeur des zones de montagne et de la sous-estimer. Ces zones ont besoin de politiques adaptées et de solutions innovatrices pour diversifier leurs économies et pour être capable de maintenir leurs ressources environnementales et culturelles précieuses.

LES SÉANCES PLÉNIÈRES

Reconnaître et récompenser les bénéfices de certaines activités économiques dans les zones de montagne

Certaines activités économiques dans les zones de montagne créent des bénéfices publics sociaux, environnementaux et culturels, non seulement pour les zones elles-mêmes mais également pour la société en général. Cependant, la viabilité de ces activités est souvent précaire.

L'action économique collective peut faciliter le développement des clusters, de nouveaux projets, d'expériences et d'actions pragmatiques. Le cas spécifique du fromage *Tête de Moine* en Suisse montre comment un seul produit peut être crucial pour la viabilité d'une région spécifique.

Les facteurs externes positifs comme le paysage, la diversité de l'espèce et les habitats dans les régions éloignées peuvent être un avantage quant au développement d'un territoire, cependant dans certains cas, ils nécessitent le soutien du financement public. Ce soutien peut être effectué par exemple par les plans agro-environnementaux et le plus spécifiquement par le deuxième pilier de la Politique agricole commune (*Common Agriculture Policy*) qui peut être une possibilité réelle pour garantir les biens publics.

Les zones de montagne ont les caractéristiques en commun tandis que les solutions doivent être adaptées selon chaque cas spécifique.

Améliorer la gestion des normes d'hygiène et vétérinaires pour maintenir les petites fermes et les unités de traitement dans les zones de montagne

La nourriture traditionnelle est souvent produite sur une petite échelle, par des méthodes traditionnelles et développées par les ménages de ferme qui ont leur propre concept de sécurité alimentaire. La prolongement de l'activité traditionnelle dépend de la qualité du produit, du marché et du profit.

Les producteurs doivent respecter les normes obligatoires (règlements de l'UE) et facultatives (les guides vers le bon usage). La législation obligatoire fournit une flexibilité quant à la production alimentaire des régions éloignées et quant aux productions et méthodes traditionnelles afin de maintenir l'héritage européen dans la diversité des produits.

Le cas de la France montre que la réforme est difficile à exécuter à un niveau régional et que les producteurs sont encore inquiets par les nouvelles règles d'hygiène adoptées en 2002. Il est essentiel d'établir un dialogue avec les autorités publiques afin d'adapter les règles sur les petites fermes le mieux que possible. Dans ce contexte, les chambres de l'agriculture ont un rôle important à jouer parce qu'ils représentent l'intérêt général des agriculteurs.

L'héritage européen représenté par la diversité des produits a une grande valeur. Il est possible de respecter les normes d'hygiène et vétérinaires européennes et, en même temps, préserver l'activité économique. Il est nécessaire de réduire la charge administrative dans le processus de régulation pour les produits traditionnels et de considérer les opinions des petits producteurs, et ce pendant que la sécurité alimentaire et la protection du consommateur sont encore atteintes. Les systèmes de production traditionnels représentent la culture et l'identité des populations locales. Leur maintien est un défi pour le développement rural.

La coopération pour l'innovation entre les zones de montagne

Le programme LEADER est un outil de coopération majeur pour les zones de montagne. L'établissement d'un réseau de liens entre les groupes d'action locale de montagne doit être développé sur un niveau transnational.

La Convention des Carpates est un exemple d'accord entre les gouvernements de la région des Carpates pour travailler ensemble sur la protection et la promotion de cette zone de montagne.

La Fondation balkanique (*Balkan Foundation*) montre comment une convention peut être un pas important vers une coopération de développement, entre et dans les zones de montagne dans l'Europe du sud-est, parce qu'elle établit un cadre légal pour un développement régional durable. Les zones de montagne ont besoin d'une approche intégrée vers un développement durable, les conventions peuvent contribuer à une approche comme celle-ci. Pourtant, il est important de s'informer et de s'adapter à l'expérience des Alpes et des Carpates pour le développement d'une Convention de l'Europe du sud-est.

La société civile est un élément important dans l'élaboration de politique de montagnes et une action commune valoriserait les spécificités économiques, naturelles et culturelles sur le territoire.

LES GROUPES DE TRAVAIL

1) Les contraintes économiques et les opportunités du pastoralisme

Le pastoralisme est une activité d'élevage de bétail où les espaces naturels sont utilisés de manière extensive incluant une plus ou moins grande mobilité des troupes. Le déclin de la population et de l'activité agricole, la diminution de l'efficacité économique, le manque de marchés, les règles d'hygiène trop strictes et la faible qualité de vie perçues par les producteurs sont quelques contraintes actuelles du secteur.

D'autre part, de nouvelles opportunités sont offertes par la dynamique locale, le changement de génération dans l'agriculture, le potentiel touristique, la progression des valeurs attribuées aux produits de qualité, le maintien du territoire et de la protection environnementale (les facteurs externes positifs) ainsi que le changement favorable au pastoralisme dans la politique publique offrent des nouvelles opportunités.

Les facteurs externes positifs de l'activité pastorale devraient être reconnus publiquement et une politique forte devrait être exécutée par les états-membres.

2) Le tourisme rural

Le tourisme durable est un moyen de diversifier les économies rurales dans les zones de montagne et peut fournir un revenu alternatif et de l'auto-emploi pour la population de ces zones.

De solides coopérations devraient être organisées entre les activités culturelles, l'héritage culturel, le secteur de la gastronomie, le secteur agricole, le secteur environnemental, le secteur du tourisme, les villages locaux, les fournisseurs de savoir et le secteur du transport.

La réussite du tourisme rural dépend de l'environnement, du paysage, de l'art, de la culture et de la tradition. Pourtant, les produits de qualité locaux jouent un certain rôle quant à l'influence et la sécurisation du tourisme rural. Dans ce sens, le développement de mesures appropriées pour la qualité des produits des montagnes est crucial.

3) Les opportunités de biomasse dans les zones de montagne - la sylviculture et l'agriculture utilisées comme puits de carbone. Une réponse au changement climatique

La biomasse est une source d'énergie renouvelable facilement disponible dans les zones de montagne. Son usage peut promouvoir le développement des activités économiques et touristiques, aider à maintenir la population et contribuer à l'assurance d'une qualité de vie qui est comparable à celle vécue dans les communautés plus larges.

Des coûts de gestion et de transport élevés, la fragmentation de la propriété foncière et la dépopulation sont des défis pour un usage efficace des ressources du bois en montagnes. Pourtant, l'usage du bois comme source d'énergie présente une opportunité précieuse pour donner une nouvelle valeur et soutenir le développement des zones de montagne rurales.

4) L'échange et l'identification des outils et recommandations pour faciliter la fixation et l'adaptation des normes d'hygiène et vétérinaires concernant la production primaire et secondaire ainsi que la vente direct

Afin de garantir la bonne mise en œuvre des normes d'hygiène et vétérinaires, il serait avantageux pour les petits producteurs de se fédérer. Les autres mesures qui seront importantes à poursuivre incluent l'établissement d'un dialogue constructif parmi les parties prenantes, entreprendre les échanges d'expériences dans les projets, développer les guides de consultation pour le bon usage, fournir un soutien financier adéquat et les services consultatifs pour les producteurs et les processeurs, l'adaptation et le développement des méthodes traditionnelles, l'entraînement, la sensibilisation et le renforcement de la conscience des acteurs et le grand public.

Il existe des variations larges en ce qui concerne la compréhension et l'interprétation des règles de santé entre les pays et les leçons qui doivent être apprises les uns des autres. INTERREG IVC est un bon exemple d'instrument établissant des actions pour mieux gérer le développement de standard de santé dans des unités de production à petite échelle dans les zones de montagne, et ce à travers différents pays et différentes régions. Son utilisation pour cet objet devrait être exploré.

5) Comment maintenir la population dans les zones de montagne

La population décline rapidement en particulier dans les zones de montagne dans l'Europe central et de l'est ainsi que dans quelques zones en Europe du sud. La perte de population cause l'abandonnement de terre et la perte des ressources précieuses dans les zones de montagne et contribue aussi au surpeuplement des villes.

Le facteur économique est le pilote de ce développement démographique négatif. Le manque d'infrastructure, de services et l'accès aux services comme l'éducation, la santé ou la culture dans les zones de montagne mènent à la diminution de la population dans ces zones.

Afin d'augmenter la population dans les zones de montagne, des mesures spécifiques devraient être développées : l'éducation des gens et la maintenance des diplômés dans la zone, le développement des programmes spécifiquement destinés aux femmes et l'investissement dans l'infrastructure, les services et le soutien des services basiques sont des exemples.

Il est important de fournir de nouveaux jobs qui demandent une formation supérieure à aux personnes mais aussi de les aider à trouver un tel emploi. Un effort supplémentaire sous forme de stratégies compréhensives est nécessaire afin de maintenir la population dans les zones de montagne. Il y a une concurrence croissante entre les régions, qui

réagiront les premières et qui feront cet effort additionnel seront celles qui profiteront du bénéfice.

6) La terre agricole : La pression dans les vallées et les thèmes de gestions sur les pâturages

Maintenir l'activité agricole est un défi majeur pour les montagnes de l'Europe : l'association entre l'homme et l'animal a formé les paysages des montagnes et a contribué à la diversité culturelle et écologique ainsi qu'à un héritage exceptionnel. L'économie locale directe déclinante affecte l'environnement et les paysages des montagnes ainsi que d'autres secteurs économiques, en particulier le tourisme et la vie sociale dans les vallées.

Les obstacles principaux actuels des activités agro-pastorales sont la concurrence déséquilibrée pour la terre dans les vallées, avec l'urbanisation incontrôlée qui est souvent liée aux activités de tourisme récentes, une escalade des transactions économiques, la fragmentation de l'usage de la terre qui augmente les difficultés de la gestion dans les vallées et les zones intermédiaires, la concurrence pour les terres accessibles et profitables ainsi que la difficulté d'intégrer les professions agricoles en particulier en ce qui concerne la propriété privée et l'agriculture agro-pastorale. En outre, la loi de la terre pastorale est en grande partie basée sur un cadre législatif national ou régional. En l'absence d'une législation communautaire, une grande disparité persiste à l'égard de la durabilité de l'activité pastorale en Europe.

L'approche "Land Bank", adoptée en Asturies, est un exemple de sécurisation de l'activité agro-pastorale durable en facilitant les procédures administratives pour le transfert de terre ; en restructurant les fermes ; en installant des jeunes dans la région et en introduisant un médiateur dans le processus. Le plan urbain de la province de Trente est un exemple de la gestion de terre collective et durable qui existe depuis le XIII^e siècle. Par son site de ski et par la vente du bois de charpente, elle offre des possibilités de revenu alternatif. Le système du *Scottish Crofting* montre un mécanisme qui permet une relativement bonne protection de la terre collective contre la pression foncière, la pression de l'urbanisme s'adresse plutôt aux petites propriétés foncières privées.

Divers exemples de solutions existent pour maintenir des activités agro-pastorales durables tels que l'usage d'approches collectives, l'établissement d'un dialogue entre les propriétaires, les directeurs et les agriculteurs ainsi que entre les partenaires privés et publics pour la gestion des espaces de montagne.